



18.074

**Globale Umwelt 2019–2022.****Rahmenkredit****Environnement mondial 2019–2022.****Crédit-cadre***Zweitrat – Deuxième Conseil*

## CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 27.11.18 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.03.19 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

*Antrag FK-NR/Mehrheit UREK-NR*

Eintreten

*Antrag der Minderheit UREK-NR*

(Müri, Imark, Knecht, Page, Röstli, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Nichteintreten

*Proposition CdF-CN/majorité CEATE-CN*

Entrer en matière

*Proposition de la minorité CEATE-CN*

(Müri, Imark, Knecht, Page, Röstli, Ruppen, Tuena, Wobmann)

Ne pas entrer en matière

**La presidente** (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Per questo oggetto abbiamo relatori della Commissione delle finanze e relatori della Commissione dell'ambiente, della pianificazione del territorio e dell'energia.

**Thorens Goumaz** Adèle (G, VD), pour la commission: Le Conseil fédéral demande aux Chambres fédérales de lui accorder un crédit-cadre de 147,83 millions de francs portant sur une durée de quatre ans, soit de 2019 à 2022, en faveur de l'environnement mondial. Il s'agit de la sixième période pour laquelle la Suisse participe au Fonds pour l'environnement mondial. Le volume du crédit-cadre correspond à celui de la période précédente. Cet objet a été traité par le Conseil des Etats qui a accepté le crédit y relatif par 40 voix contre 1 et 1 abstention à la session d'hiver 2018.

La Commission des finances a en outre rédigé un corapport sur le sujet. Par 23 voix contre 0 et 1 abstention, elle a proposé à notre commission et à notre conseil d'accepter l'arrêté fédéral concernant ce crédit-cadre, conformément au projet du Conseil fédéral et à la décision du Conseil des Etats.

L'engagement international de la Suisse en faveur d'une utilisation durable des ressources naturelles est ancré dans la Constitution. Des dispositions internationales en faveur de l'environnement sont indispensables pour que des progrès soient réalisés en la matière partout dans le monde et pas seulement en Suisse.

La Suisse est un petit pays qui est touché, comme tous les autres, par des problèmes environnementaux qui n'ont pas de frontières. Dans certains cas, en particulier le changement climatique, la Suisse est même nettement plus touchée que les autres pays. Dès lors, elle a tout intérêt à ce que d'autres pays s'engagent en faveur de l'environnement. Pour cela, ces autres pays doivent disposer des moyens nécessaires. Or ce n'est en général pas le cas des pays en développement. Le rôle de ce fonds est précisément de rendre ces moyens disponibles.

Le Fonds pour l'environnement mondial est dès lors un instrument très important pour la mise en oeuvre des conventions et des protocoles internationaux liés à l'environnement. Les moyens bénéficient à des domaines environnementaux extrêmement diversifiés: climat, biodiversité, désertification, protection des eaux, produits



chimiques, déchets, forêts. Des moyens sont aussi engagés concernant l'ozone. Les montants que nous investissons dans ce fonds sont considérés comme de l'aide au développement et sont comptabilisés comme tels.

En commission, la discussion a d'abord porté sur la question de savoir si les montants financés par la Suisse étaient justifiés par rapport à ceux payés par les autres pays. Une clé de répartition décide de la répartition des efforts entre les différents membres du fonds. Elle date du début des années 1990, d'une période où des pays comme la Chine, par exemple, étaient considérés comme des pays en développement. Le Fonds pour l'environnement mondial a pu cependant depuis lors, dans une certaine mesure, introduire une plus grande différenciation. Ainsi, un pays africain pauvre tel que le Burkina Faso ou le Mali recevra les moyens du fonds à des conditions bien différentes de celles qui sont prévues pour le Brésil. Le cofinancement de projets dans un pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil est en effet beaucoup plus élevé que dans un pays pauvre. Par ailleurs, certains pays dont la situation a évolué depuis l'élaboration de la clé de répartition apportent leur contribution depuis des années, alors qu'ils n'y sont pas contraints – il s'agit du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique et de l'Afrique du Sud.

La contribution suisse correspond à 3,64 pour cent du total des contributions. Il y a évidemment des pays qui payent plus et d'autres qui payent moins. Les moyens investis par les différents pays déterminent leur degré d'influence. Ceux que la Suisse met à disposition lui permettent de disposer d'un siège au sein du Conseil exécutif de l'organisation. Enfin, il faut savoir que les cinq plus gros contributeurs au fonds fournissent 50 pour cent de l'ensemble des moyens.

La commission a également débattu du "controlling" des projets soutenus. Le fonds ne met pas lui-même en oeuvre des projets, mais il s'appuie pour cela sur des organisations expérimentées comme la Banque mondiale, ainsi que la Banque asiatique de développement ou le Programme des Nations Unies pour le développement. Tous les projets sont soumis au Conseil exécutif, au sein duquel la Suisse dispose d'un siège. Les pays concernés sont ensuite soumis à des contrôles annuels, dont une synthèse des résultats peut être consultée, puis à des contrôles plus importants, impliquant notamment des visites sur place, à un rythme de quatre ans. Ces contrôles sont réalisés par des organismes indépendants. La dernière évaluation, qui date de 2017, est globalement satisfaisante.

Voici quelques résultats concrets qui ont pu être atteints grâce au Fonds pour l'environnement mondial. Depuis près de vingt ans, 3300 réserves naturelles ont pu être financées, pour une surface équivalente à plus de 200 fois celle de notre pays. Dans le même laps de temps, 2,7 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> ont pu être économisées et plus de 200 000 tonnes de produits chimiques dangereux ont pu être neutralisées.

Enfin, la question de la transparence a été abordée. Une banque de données publique permet à chacune et à chacun d'aller consulter les différents projets. La question de son accessibilité a été abordée, et un membre de la commission a eu l'occasion de la tester pendant les discussions sans qu'il ait eu de problème pour trouver les informations nécessaires.

Au vote sur l'ensemble, la commission a soutenu le projet par 17 voix contre 8 voix et aucune abstention. Au nom de la commission, je vous recommande d'en faire de même.

AB 2019 N 567 / BO 2019 N 567

**Müller-Altarmatt** Stefan (C, SO), für die Kommission: Beim vorliegenden Bundesbeschluss, zu welchem Ihnen die Kommission Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Ständerates beantragt, geht es um einen Rahmenkredit von 147,83 Millionen Franken für die Finanzierung von Aktivitäten im Bereich der globalen Umweltpolitik.

Unter dem Titel "Globale Umwelt" werden insgesamt vier internationale Fonds geführt, an welchen die Schweiz partizipiert. Sie trägt damit ihren Anteil dazu bei, dass die Industrieländer die Entwicklungsländer dabei unterstützen, ihren Umweltverpflichtungen nachzukommen. Zu diesem Engagement sind die Schweiz und auch die anderen Industrieländer international rechtlich verpflichtet.

Der Kredit von 147,83 Millionen Franken deckt unsere Beiträge für die nächsten vier Jahre, die Jahre 2019 bis 2022. Damit leistet die Schweiz den gleichen Beitrag wie in der letzten Vierjahresperiode.

Es geht insbesondere um den Globalen Umweltfonds – der englische Name lautet "Global Environment Facility" (GEF). Der GEF wird nun zum siebten Mal wiederaufgefüllt und unterstützt eine Vielzahl von Projekten in den Bereichen Klima, Biodiversität – inklusive nachhaltige Forst- und Landwirtschaft –, internationale Gewässer, Landdegradation, Chemikalien und Abfall. Der GEF hat wesentlich dazu beigetragen, dass heute mehr als zehn Prozent der Landfläche unter Schutz stehen. Unter anderem hat der GEF die Schaffung und den Erhalt von 3300 Naturschutzgebieten mit einer Gesamtfläche von 200-mal der Fläche der Schweiz finanziert. Seit



seiner Gründung im Jahr 1991 hat der GEF ausserdem zur Reduktion von 2,7 Milliarden Tonnen Kohlendioxid beigetragen. Das ist die 56-fache Menge der jährlichen Emissionen unseres Landes. Der Beitrag an den GEF beträgt in den nächsten vier Jahren 118,34 Millionen Franken.

Neben dem Beitrag an den GEF beinhaltet die Vorlage den Beitrag an den Fonds zur Umsetzung des Montrealer Protokolls über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, kurz: an den Ozonfonds, und Beiträge an zwei spezialisierte Klimafonds, die vom GEF verwaltet werden.

In der Kommission zu reden gaben drei Aspekte des GEF: der Verteilschlüssel für die Gelder, die Wirksamkeit der Projekte und deren Transparenz. Der Verteilschlüssel des GEF wird gemäss den Mechanismen der Bretton-Woods-Institutionen verteilt. Dort gelten zum Beispiel China und Singapur als Entwicklungsländer, mit der Folge, dass China gerade mal 22 Millionen Franken in den GEF einzahlt, also nicht einmal 20 Prozent des Anteils der Schweiz. Die Kommission findet diese Einteilung natürlich auch daneben. Sie will aber trotzdem, dass die Schweiz ihre internationalen Verpflichtungen einhält und nicht auf die Entwicklung einsteigt, dass auch reiche Länder ihren Verpflichtungen nicht mehr nachkommen. Die Kommission anerkennt die gemeinsame Verantwortung aller Staaten für unseren Globus, und sie verurteilt es, dass andere Länder sich jetzt einfach aus dieser Verantwortung zu stehlen beginnen.

Die Wirksamkeit der Projekte, die als zweiter Punkt in der Kommission angesprochen wurde, wird durch eine externe Evaluationsstelle überprüft. Der letzte Report aus dem Jahr 2017 weist für 81 Prozent der Projekte eine Bewertung aus, die "mässig zufriedenstellend" oder besser war. 19 Prozent der Projekte waren "mässig unzufriedenstellend" oder schlechter. Das ist eine etwas holprige Nomenklatur, die den internationalen Gepflogenheiten geschuldet ist. Gleichzeitig ist es aber wirklich ein gutes Resultat. Selbstverständlich gibt es auch diese 19 Prozent der nichtwirksamen Projekte, und es gibt auch einzelne Projekte, über die man den Kopf schütteln kann. Wenn man aber berücksichtigt, dass der GEF in einem sehr schwierigen Umfeld operiert und die Institutionen in den Ländern, in denen diese Projekte umgesetzt werden, zum Teil wirklich sehr schwach sind, dann sind das unter dem Strich dennoch eindrucksvolle Resultate.

Ich erlaube mir eine kleine Klammerbemerkung: Sie haben vielleicht heute im "Tages-Anzeiger" lesen können, man habe in diesen guten Wert von 81 Prozent auch die "mässig zufriedenstellenden" Projekte einbezogen. Dazu ist natürlich zu sagen, dass in den 19 Prozent der schlechten Projekte auch die "mässig unzufriedenstellenden" eingerechnet sind. Es ist also wirklich zwar eine holprige Nomenklatur, insgesamt aber ein gutes Resultat. Die Projekte sind in ihrer Mehrheit wirklich gut.

Die Schweiz kann übrigens auch direkt auf den GEF Einfluss nehmen, sie ist im Exekutivrat, wo sie eine Stimmrechtsgruppe mit Aserbaidschan und den fünf zentralasiatischen Staaten vertritt. Letztlich gab die Transparenz der Projekte zu reden. Die Bedenken, die Projekte seien nicht transparent, konnten aber meines Erachtens zerstreut werden. Man findet im Netz Projektlisten und auf der Seite des GEF selbst eine ausführliche Datenbank mit detaillierten Informationen. Die Adresse der Website ist [www.thegef.org](http://www.thegef.org).

Die Kommission ist dem Beschluss des Ständerates gefolgt, das Geschäft ist nun bei uns im Zweirat. Wir empfehlen Ihnen mit 17 zu 8 Stimmen Eintreten und Zustimmung zum Beschlussentwurf.

**Grin** Jean-Pierre (V, VD), pour la commission: Concernant ce crédit-cadre en faveur de l'environnement mondial, qui vous a été présenté par les rapporteurs de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, la Commission des finances du conseil a décidé, lors de sa séance des 6 et 7 septembre 2018, d'examiner le présent projet en procédure de corapport. A sa séance du 17 octobre 2018, la sous-commission 4 (DFJP/DETEC) de la Commission des finances a procédé à l'examen préalable du projet. La Commission des finances a examiné le projet lors de sa séance des 7, 8 et 9 novembre 2018 en se fondant sur un projet de corapport établi par sa sous-commission compétente et en présence des représentants de l'Office fédéral de l'environnement.

La commission fait les considérations suivantes. L'engagement international de la Suisse en faveur de la protection et de l'exploitation durable des ressources naturelles répond à un mandat constitutionnel. Lors de l'examen du projet, la commission a néanmoins insisté sur le fait que la durabilité possède également une dimension économique et financière et sur l'importance de pouvoir quantifier et mesurer l'impact des sommes versées dans les fonds en faveur de l'environnement. La commission est d'avis qu'il revient aux CEATE, en tant que commissions compétentes, de décider de la participation de la Suisse aux fonds multilatéraux pour l'environnement concernés par le présent crédit-cadre. La Commission des finances invite cependant la CEATE à vérifier que l'argent est investi dans ces fonds de telle manière qu'il apporte à la Suisse des avantages tangibles. Elle lui demande également de déterminer si les développements environnementaux apportent une plus-value mesurable pour notre pays.

Concernant les contributions des autres pays, la CEATE est invitée à se renseigner pour savoir si le montant



de la contribution de la Suisse est adapté en comparaison internationale, et dans quelle mesure les pays s'acquittent vraiment du montant dû dans les délais fixés.

Enfin, la Commission des finances souhaite que la CEATE se renseigne sur les effets de la participation de la Suisse au Conseil exécutif du Fonds pour l'environnement mondial, où elle représente un groupe de pays d'Asie centrale. La Commission des finances se demande dans quelle mesure le fait d'occuper ce siège apporte une plus-value réelle et mesurable pour notre pays.

Après toutes ces considérations, la Commission des finances, par 23 voix contre 0 et 1 abstention, vous propose d'accepter l'arrêté fédéral concernant un crédit-cadre pour la protection de l'environnement mondial pour la période de 2019 à 2022, selon le projet du Conseil fédéral du 5 septembre 2018 et la décision du Conseil des Etats du 27 novembre 2018.

**Hadorn Philipp** (S, SO), für die Kommission: Die Aufgabe Ihrer Finanzkommission ist es nicht, in den inhaltlichen Details der Vorlage herumzustochern. Vielmehr gilt es zu prüfen, ob die Vorarbeiten der zuständigen Sachkommission aus Sicht der Finanzkommission einerseits derart sorgfältig waren, dass die resultierenden Kosten nachvollziehbar sind, andererseits, ob – oder mit welchen Massnahmen – die finanzielle Situation des Bundes die entsprechende Finanzierung

AB 2019 N 568 / BO 2019 N 568

unter Einhaltung der geltenden finanztechnischen Rahmenbedingungen erlaubt. Die Vorlage sieht einen Rahmenkredit für die Globale Umwelt von 147,83 Millionen Franken für eine Laufzeit von vier Jahren von 2019 bis 2022 vor.

In den Beratungen der Subkommission 4 der Finanzkommission, die die UVEK-Geschäfte zuhanden der Kommission vorberät, setzten wir uns aber durchwegs auch mit dem Inhalt der Vorlage auseinander und liessen uns die Vorlage durch den Direktor des Bafu detailliert vorstellen. Während dieser Beratungen wurden auch die Fragen zu Wirksamkeit, Organisation und Fairness der Kostenaufteilung zwischen den involvierten Ländern geklärt. Auch nach der Nachhaltigkeit dieses Beitrages haben wir gefragt.

In der Diskussion über den direkten Nutzen für die Schweiz konnte festgehalten werden, dass ein derartiges Engagement schlichtweg eine verfassungsrechtliche Aufgabe der Schweiz ist. Auf eine Diskussion, welche Rolle die Schweiz mit ihren finanziellen Beiträgen zu den mit dem Fondsbeitrag mitbezahlten Projekten in den Bereichen Klimaschutz, Biodiversität, internationaler Gewässerschutz, Bodenschutz sowie Umgang mit Chemikalien und Abfällen überhaupt spielt – auch auf eine Diskussion der Frage einer allfälligen Mitverantwortung in Bezug auf die Notwendigkeit dieser Projekte – wurde in der Finanzkommission weitgehend verzichtet. Es sind nämlich diese Projekte, die durch den Globalen Umweltfonds in Entwicklungsländern ermöglicht werden, und diese Projekte spielen für die Erreichung der gesteckten Ziele eine grosse Rolle.

Frau Bundesrätin Leuthard legte im Ständerat dar: "Der Globale Umweltfonds kann eine gute Bilanz aufweisen. Seit 1991, seit es ihn gibt, hat er 3300 Naturschutzgebiete mit einer Fläche, die 200-mal so gross ist wie die der Schweiz, mitfinanziert, er hat 2,7 Milliarden Tonnen Kohlendioxid reduziert, und es konnten 200 000 Tonnen gefährliche Chemikalien unschädlich gemacht werden. Die Resultate sind gut." Damit darf man wohl, ohne als Kommissionssprecher seine persönliche politische Präferenz darzulegen, sachlich und nüchtern feststellen, dass der gewünschte ökonomische Nutzen aus diesem Engagement direkt in der dortigen Region und indirekt wohl auch bis zu uns – falls dies überhaupt das wichtigste Kriterium wäre – in allen Facetten feststellbar ist.

Mit 23 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung beantragt Ihre Finanzkommission, dem Beschluss des Ständerates und damit dem vorliegenden Bundesbeschluss zuzustimmen.

**Müri Felix** (V, LU): Wir haben es von den Finanzverantwortlichen gehört: Es sei nicht unsere Aufgabe, in der Vorlage herumzustochern. Meine Aufgabe ist es aber, mal hier herumzustochern! Wir haben hier die – man höre und staune! – siebte Auflage für diesen Rahmenkredit für die Globale Umwelt. "Globale Umwelt" ist heutzutage ein Schlagwort und klingt gut. Zum siebten Mal – dieses Mal für die Jahre 2019 bis 2022 – lehnen wir diesen Kredit ab, und zum dritten Mal stehe ich dabei hier vorne am Rednerpult. 765 Millionen Franken haben wir seit 1991 in diese Töpfe einbezahlt! Jetzt will man wieder 148 Millionen Franken in diese Töpfe einzahlen. Was passiert mit diesen Krediten?

Das sind aus unserer Sicht reine Umverteilungstöpfe. Der Globale Umweltfonds erhält nun rund 148 Millionen Franken in einen Topf. Aus diesem Topf werden in andere Töpfe und weitere Töpfe in rund 168 Ländern Projekte – und jetzt vor allem Berichte – finanziert, darunter verschiedene Umwelt- und Entwicklungsprogramme, auch Fonds der Weltbank und von Entwicklungsbanken sowie internationale Fonds; das wird damit bezahlt. Der Umweg über diese Töpfe ist nicht gratis. 8 Prozent nimmt der GEF jeweils für sich als Provision und für



seine Arbeit. 8 Prozent gehen schon mal einfach weg, ohne dass man etwas gemacht hat. Die Schweiz würde dieses Geld besser direkt geben, als dass es von Topf zu Topf gereicht würde.

Vor vier Jahren war ich schon hier. Das ist gut – machen Sie das bitte ab und zu, bewahren Sie mal die Botschaften auf, nehmen Sie sie alle 4, 8, 12, 16 oder 20 Jahre wieder hervor, und vergleichen Sie die Botschaften miteinander. Es ist unglaublich, was da drinsteht. Als ich vor vier Jahren hier war, hat uns Frau Bundesrätin Doris Leuthard gesagt, diese Umwelttöpfe seien eine gute Sache, ein zweistelliger Millionenbetrag komme in die Schweiz zurück. Wunderbar, sagte ich vor vier Jahren, dann hätte ich gern eine Liste, aus der hervorgeht, wer wie viel Geld bekommt. Ich warte heute noch auf diese Liste. Es gibt keine. Dafür habe ich am 27. Februar 2015 einen Brief bekommen, in dem stand, es tue ihnen leid, die Erhebung sei aufwendig. Vielleicht sollten wir mit den Krediten für diese Töpfe auch einen Kredit beantragen, damit wir eine solche Erhebung erstellen können. Vor vier Jahren war das. Der "Tages-Anzeiger" – ich bewahre auch Zeitungsberichte auf – schrieb im Juni 2015: "Dünger für die globale Umweltbürokratie". Die Bundesrätin hintergehe das Parlament. Das ist dicke Post.

Nun zur neuen Botschaft einer neuen Bundesrätin: Danke, Frau Sommaruga, vom Zurückfliessen steht hier nichts mehr drin, gar nichts mehr. Vor vier Jahren sind noch 12 Millionen Franken zurückgeflossen, jetzt steht davon gar nichts mehr. Was steht jetzt in der Botschaft? Welche supersensationellen Töpfe wir bezahlen, und welche sensationellen Berichte es daraus gibt. Eine Evaluation hat ergeben, dass zwei Drittel nicht transparent sind und zwei Drittel überhaupt nichts bringen. Schauen Sie sich mal im Internet diese 5000 Projekte an! Schauen Sie sich die mal an! Ich habe mir die Mühe gemacht, etwas zu stochern und es anzuschauen.

Projekt 10010: Ägypten erhält eine halbe Million Dollar, um einen Bericht an die Klimakonferenz zu schreiben. Sie machen das ja nicht selber, und deshalb kriegen sie Geld, damit sie ein Umweltprojekt machen können. Serbien erhält 1,1 Millionen Dollar, um seinen CO<sub>2</sub>-Ausstoss zu messen und die Resultate zu veröffentlichen. Es geht weiter: Saudi-Arabien – ein "armes" Land! – kriegt 350 000 Dollar, um seine Verpflichtung gegenüber der Klimakonvention zu erfüllen. Weiter erhält Saudi-Arabien 352 000 Dollar, um einen zweijährlichen Bericht über den Klimawandel zu verfassen. Weiter erhält auch Brasilien Geld für einen Umweltreport. Ich kann Ihnen sagen, Seite für Seite Umweltberichte, die man damit macht. Das sind die Umverteilungstöpfe, wie sie hier drinstehen. China erhält Geld, damit auch es einen Bericht über das Ganze schreibt.

Heute kann man natürlich mit der Umwelt politisieren. Heute ist man natürlich gut dran, nicht wahr? Das ist in; damit lässt sich politisieren. Was auffällt, wenn Sie das anschauen: Vor Jahren hat man effektiv noch Projekte finanziert. Heute bestehen zwei Drittel der Projekte darin, Berichte zu schreiben. Dafür zahlen wir diesmal 148 Millionen Franken in einen Topf; seit 1991 sind es 785 Millionen Franken. Uns fehlt Geld in der AHV, uns fehlt überall Geld, aber nein, hier zahlt man ein! Stellen Sie sich vor, wir würden für die Strassen Geld investieren: Dann käme die linke Seite und würde sagen, wir bräuchten das Geld anderswo. Ja, für solche Umwelttöpfe, damit dann weltweit Berichte geschrieben werden.

Es ist lächerlich, was wir hier machen, dass wir solche Umwelttöpfe finanzieren. Schauen Sie selber einmal im Internet diese fünftausend Projekte an. Schauen Sie, was wir hier alles finanzieren, und das unter dem Titel "Globale Umwelt". Dazu werden wir auch in der siebten Auflage Nein sagen. Die 785 Millionen sind verbraten, jetzt zahlen wir noch einmal 148 Millionen Franken, und in vier Jahren stehe ich dann wieder hier und werde wieder Nichteintreten beantragen. Ich bin gespannt, was dannzumal in der Botschaft stehen wird. Behalten Sie diese Botschaft, wir sehen uns in vier Jahren wieder.

Ich bitte Sie um Nichteintreten.

**Schneider Schüttel** Ursula (S, FR): Klimawandel, Klimanotstand, Klimastreik, Klimagerechtigkeit – das sind Schlagworte, die uns in den letzten Wochen und Monaten täglich begleitet haben. In den letzten drei Wochen haben wir auch täglich Jugendliche vor dem Bundeshaus angetroffen. Die Sorge um die Umwelt und ums Klima ist uns Politikerinnen und Politikern nicht zuletzt dank dem Engagement von vielen Jugendlichen, Schülerinnen und Schülern, nähergebracht worden. Das freut mich als Präsidentin von Pro Natura Schweiz besonders. Die Schweiz als reicher Industriestaat mit einer hohen Umweltbelastung im Vergleich zu Ländern der Dritten Welt soll einen Beitrag zum globalen Klimaschutz leisten.

AB 2019 N 569 / BO 2019 N 569

Grâce à l'engagement des jeunes, la population, les politiciennes et les politiciens en Suisse sont devenus encore plus sensibles aux questions environnementales. Pourtant, on entend souvent que la Suisse ne peut rien faire seule, qu'il faut agir plutôt dans d'autres pays, donc à l'étranger. Ce crédit-cadre que nous acceptons aujourd'hui permettra de faire des investissements globaux en faveur de l'environnement.

Le groupe socialiste soutient ce crédit-cadre pour la protection de l'environnement mondial, notamment en vue



de réaliser des projets dans les domaines de la biodiversité, de la protection des eaux au niveau international, de la préservation des sols, de la gestion des produits chimiques et des déchets, etc. Je vous demande donc d'en faire de même en approuvant ce crédit-cadre.

**Nussbaumer** Eric (S, BL): Das Problem der SVP ist, dass sie mit dem Multilateralismus nicht klarkommt. Das Problem Ihrer Ablehnung, Herr Müri, ist, dass Sie nicht akzeptieren, dass Umweltprobleme keine Grenze kennen. Umweltprobleme sind grenzüberschreitend, und darum ist es richtig, dass man seit Jahren versucht, die umweltpolitischen Herausforderungen gemeinsam, multilateral anzugehen.

Was wir hier mit diesem Rahmenkredit bewilligen, ist umweltpolitische Entwicklungshilfe. Umweltpolitische Entwicklungshilfe ist richtig, weil es Länder gibt, die aufgrund ihrer Schwäche nicht in der Lage sind, die entsprechenden Grundlagen bereitzustellen, die nicht in der Lage sind, die Umweltstatistik nachzuführen, die nicht in der Lage sind, Naturschutzprojekte, Gewässerschutzprojekte usw. zu finanzieren. Es ist die Verpflichtung der gesamten Welt, dass wir hier miteinander nach Lösungen suchen, und das kann man am besten erreichen, wenn man multilateral in konkreten Projekten die entsprechenden Resultate und Ziele anstrebt. Wenn Sie den Bericht sorgfältig gelesen haben, dann stellen Sie fest: Es gibt konkrete Resultate, es gibt konkrete CO<sub>2</sub>-Einsparungen, es gibt konkrete Reduktionen der ozonschichtschädigenden Stoffe. Das ist der entscheidende Punkt. Wenn konkrete Resultate erreicht werden, dann sollte man nicht sagen: "Wir wollen hier lieber direkt investieren", oder besser gesagt: "Wir wollen nicht investieren": Das ist Ihre Botschaft, und das bedeutet eigentlich, die globale Verantwortung nicht wahrzunehmen, welche wir als reiches Land dieser Welt auch mittragen.

Ich bitte Sie daher namens der SP-Fraktion, diesem Rahmenkredit zuzustimmen. Es ist gut investiertes Geld. Selbstverständlich sind wir gleicher Meinung wie Sie: Man sollte auf die Wirksamkeit achten; man kann das in der Evaluation auch weiter vertiefen. Aber der Ansatz, hier nichts mehr zu machen, ist der falsche Ansatz. Zustimmung zu diesem Kredit ist die richtige Antwort.

**Amstutz** Adrian (V, BE): Die SVP hat schon Probleme, da haben Sie Recht, Herr Kollege. Sind Sie wirklich der Meinung, es mache Sinn, Saudi-Arabien mehrere Hunderttausend Franken zur Verfügung zu stellen, um Berichte zu erstellen, mit Geldern, die der Bützer, der Bauer und der Gewerbler hart erarbeiten müssen, um ihre Bundessteuer zu bezahlen? Es geht bei diesem Betrag von 148 Millionen Franken, die wir hier verbraten, um etwa 100 000 Bützer, die Sie zu vertreten vorgeben.

**Nussbaumer** Eric (S, BL): Der Kern dieser Argumentation ist, dass Sie die vertraglichen Verpflichtungen unseres Landes nicht einhalten möchten. Sie möchten Umweltkonventionen, welche wir hier in diesem Saal demokratisch beschlossen haben, nicht einhalten. Das ist Ihre Argumentation. Selbstverständlich ist Kritik an einem einzelnen Projekt jederzeit statthaft. Sie haben das jetzt auch gemacht. Das kann man auch aufnehmen, und das wird die Vertretung der Schweiz in den entsprechenden Gremien selbstverständlich auch vorbringen. Darum ist es ja wichtig, dass die Schweiz dabei ist, damit sie auch entsprechende Verbesserungen erreichen kann. Ich glaube aber, dass Sie mit einer Ablehnung und der Nichteinhaltung einer vertraglichen Bindung, die die Schweiz eingegangen ist, auf dem Holzweg sind.

**Müri** Felix (V, LU): Lieber Kollege Nussbaumer, Sie sagen jetzt, wir hätten ein einzelnes Projekt oder einzelne Projekte herausgenommen. Haben Sie die Internetseite mit diesen 5000 Projekten gesehen? Gibt es nicht eine Kontrollstelle, die das angeschaut und gesagt hat, zwei Drittel davon seien ineffizient? Es wurde uns auch in der Kommission mitgeteilt, wie ineffizient das Ganze ist. Dann sagen Sie nicht, es gehe nur um ein Projekt.

**Nussbaumer** Eric (S, BL): Geschätzter Kollege Müri, ich habe jetzt auf eine Frage Ihres Kollegen Amstutz geantwortet. Er hat ein einzelnes Projekt herausgegriffen, und da durfte ich in meiner Antwort wohl auch auf ein Projekt Bezug nehmen.

Sie nehmen das Thema der gesamten Liste. Ihre Aussage ist ja eigentlich: "Wäre die Evaluation von Müri gemacht, wäre sie korrekt; wenn sie von anderen Menschen gemacht wird, dann ist sie nicht korrekt." Ich glaube, die Evaluation wird sauber gemacht, und die Projekte werden kritisch betrachtet. Es hat erfolgreiche Projekte und weniger erfolgreiche, das ist bei einem multilateralen Ansatz immer möglich. Es gibt aber keinen Grund, deshalb zu sagen: "Wir sind nicht mehr dabei, wir halten unsere internationalen Konventionen nicht mehr ein."

**Genecand** Benoît (RL, GE): Le groupe libéral-radical soutiendra le crédit-cadre en faveur de l'environnement mondial pour la période de 2019 à 2022. Il lui semble qu'investir à l'international pour l'environnement est une bonne idée.



Ces 150 millions de francs pour quatre années couvriront des actions dans les domaines du climat, de la biodiversité, de la préservation des eaux et des sols et d'autres actions contre la détérioration de la couche d'ozone.

Monsieur Müri, ces programmes ont fait l'objet, effectivement, d'un audit réalisé par un organisme externe, et le produit de l'audit ne donne pas le résultat que vous mentionnez – où est mon collègue Müri? Je ne sais pas, il a disparu. Il donne un résultat plus favorable, même si la description internationale est parfois un peu perturbante dans sa manière de qualifier les éléments. Il est dit en gros que 83 pour cent des projets remplissent les objectifs qui avaient été assignés.

J'ai moi-même, Monsieur Müri, regardé la liste de 5000 projets. Je n'ai pas fait ce que vous avez fait, c'est-à-dire que je ne suis pas allé chercher la petite bête pour vous présenter un exemple. Je regarde juste la liste dans le sens dans lequel elle est présentée, qui est d'ailleurs par ordre chronologique. Si vous faites cela, vous vous rendrez compte en fait qu'on ne produit pas des rapports, mais des actions effectives.

De plus, ces actions – pour prendre seulement les premières – concernent des pays qui manifestement en ont besoin. Le premier pays mentionné est la République dominicaine, avec un programme pour mieux gérer le bétail. Intéressant aussi est le fait que la somme qui est investie sert à collecter indirectement de l'argent auprès d'autres donateurs. Cet élément est mentionné explicitement: le fonds lui-même alloue 1,54 million de dollars et va chercher, chez des privés, ailleurs, 8,1 millions. Donc il a un effet multiplicateur tout à fait efficace. Plus bas dans la liste, vous avez un projet technologique et énergétique à Djibouti, lequel est manifestement urgent.

Je ne vais pas citer tout ce qui se trouve dans le document du FEM, mais si l'on s'arrête sur la première page, on constate par exemple que l'Arabie saoudite n'est pas mentionnée, qu'il n'y a aucun rapport sur le pays. L'organisation a donc manifestement une action environnementale.

Certes, cette action a quelques inconvénients, auxquels le groupe libéral-radical restera extrêmement attentif. Le premier – Monsieur Müri, vous l'avez noté –, l'investissement ne se fait pas de manière directe, mais de manière indirecte dans d'autres organismes existants. Cela crée une bureaucratie intermédiaire, nous vous le concédons tout à fait, notamment en termes de lenteur de la mise à disposition des fonds. Un autre point faible de cette organisation, c'est que tout le monde ne contribue pas à la juste mesure. Les Etats-Unis sont en train de se retirer, et les Chinois ne contribuent pas comme ils devraient. Est-ce que c'est une raison pour que nous, Suisses, ne contribuions pas? Non, je ne crois pas.

#### AB 2019 N 570 / BO 2019 N 570

Ce n'est pas une raison pour se retirer d'une action internationale tout simplement parce que nos partenaires ne font pas leur part.

Madame la conseillère fédérale, ce qui est peut-être le plus inquiétant à notre avis, c'est le dernier point faible: il semble que de plus en plus d'actions sont développées dans le domaine international de l'environnement et que les sponsors de ces actions contournent le Fonds pour l'environnement mondial parce qu'ils espèrent, en agissant de manière directe, avoir plus d'impact et plus de maîtrise sur l'argent qui est investi.

Donc oui, il y a des faiblesses; oui, il y a des choses auxquelles il faut rester attentif. Mais il est clair que l'environnement est un problème mondial et il est clair que la Suisse doit contribuer, aussi au niveau mondial, à la préservation de l'environnement. C'est pour cela que le groupe libéral-radical vous encourage à entrer en matière et à accepter ce crédit-cadre.

**Aeschi** Thomas (V, ZG): Herr Genecand, die FDP-Liberale Fraktion plädiert ja häufig für einen sorgfältigen Umgang mit Steuergeldern und dafür, nicht Geld zu verschwenden. Wenn Sie heute den Bericht im "Tages-Anzeiger" lesen – wie können Sie rechtfertigen, dass wir einer solchen Organisation so viele Millionen hinterherschmeissen?

**Genecand** Benoît (RL, GE): Merci de votre question, Monsieur Aeschi. Je n'ai pas pour habitude de me faire mon opinion en lisant le "Tages-Anzeiger", mais je lis les rapports rédigés par l'administration ainsi que ce que le Fonds pour l'environnement mondial lui-même publie. Cela me paraît beaucoup plus sain, beaucoup plus juste et équilibré comme appréciation. Je maintiens donc que le groupe libéral-radical soutiendra ce crédit-cadre et je vous encourage à le faire également, indépendamment de ce que Monsieur Feusi a pu écrire dans le "Tages-Anzeiger".

**Girod** Bastien (G, ZH): 1992, am Umweltgipfel in Rio, wurde der Fonds, zu welchem wir hier sprechen, gegründet. Es hätte noch viel mehr gemacht werden müssen, denn wie Sie wissen, sind wir bei der Lösung vieler Umweltprobleme noch nicht da, wo wir sein sollten.



Die Idee des Umweltfonds ist wichtig, die Idee ist nämlich erstens die folgende: Bei vielen globalen Umweltproblemen geht es darum, dass Fehler, die gemacht wurden, nicht wiederholt werden, dass also Entwicklungsländer nicht nochmals die gleichen Fehler machen, die wir gemacht haben. Es geht darum – das ist die zweite Idee –, dass Probleme gemeinsam angegangen werden, und es geht auch um eine Hebelwirkung. Indem eine internationale Institution ein Projekt unterstützt, kann sie dann auch private Investoren hereinholen, die sich auf diese Unterstützung abstützen, und somit einen grösseren Impact haben, gerade in Entwicklungsländern. Deshalb ist es wichtig, dass die Schweiz hier weitermacht und den Fonds weiter unterstützt.

Es geht um grosse Themen wie die Klimathematik. Bei der Klimathematik geht es zum Beispiel darum, dass nicht jedes Land wieder bei null beginnt, wenn es zum Beispiel die Emissionen erfassen will. Es geht darum, dass man voneinander lernt, dass Entwicklungsländer auch in dieser zum Teil auch sehr komplizierten Erfassung der Klima-Emissionen unterstützt werden. Es geht darum, dass man bei der Urwaldabholzung, die oft auch mit ineffizienten landwirtschaftlichen Methoden zusammenhängt, lernt, dass es eben effizientere, nachhaltigere landwirtschaftliche Methoden gibt. Es geht um die Problematik der Ozonschicht. Sie wissen, wenn das Ozonloch weiterwächst, haben wir ein noch grösseres Problem; wenn wir an die Sonne gehen, nimmt das Krebsrisiko massiv zu. Dieses Problem können wir nicht nur in der Schweiz, können wir nicht nur in den Industrieländern lösen. Es wird ja immer gesagt, man müsse das global angehen. Genau das macht dieser Fonds, indem er eben auch Entwicklungsländern hilft, die vielleicht die notwendigen Mittel nicht haben. Hier kann es auch um das Management gehen, damit bei einem Prozess nicht viele jener Gase produziert werden, die dann die Ozonschicht abbauen.

Es geht auch um die Artenvielfalt. Stellen Sie sich vor, wie wir mit der Artenvielfalt umgehen, wie wir mit künftigen Generationen umgehen: Tagtäglich sterben Arten aus, noch bevor wir sie entdeckt haben. Diesen Reichtum zerstören wir, zerstört unsere Generation heute tagtäglich. Hier geht es darum, diese Zerstörung zumindest etwas einzuschränken. Es geht auch um die Verwüstung, die Zerstörung von Land, das für die globale Ernährung sehr entscheidend ist. Auch da geht es um Wissen: Wie geht man landwirtschaftlich beim Anbau vor, wie verhindert man diese Verwüstung? Auch hier ist ein internationaler Ansatz wichtig.

Schliesslich geht es auch um die Chemie. Die industrialisierten Länder entwickeln im Bereich der Chemie neue Prozesse, irgendwelche Batterien mit chemischen Stoffen drin, die kein Problem sind, wenn man richtig mit ihnen umgeht. Wenn man das aber nicht macht und diese Stoffe in die Umwelt gelangen, gibt es riesige Probleme, für die Menschen, für die Umwelt. Da ist es doch nichts als normal, dass man versucht, international dafür zu sorgen, dass diese chemischen Stoffe eben nicht in der Natur landen. Schlussendlich sind es auch unsere Abfälle, die in diesen Ländern landen.

Jetzt noch zum Zeitungsartikel von Herrn Feusi: Ich finde, wenn dies das Niveau dieser Debatte ist, dass wir uns auf einen Artikel des "Tages-Anzeigers" von Herrn Feusi berufen, der irgendwelche Punkte herausgreift, dann muss ich sagen: Das ist Ihr Niveau.

Ich habe diese Projektdatenbank angeschaut. Wenn Sie nach einem Projekt fragen, nennen Sie bitte auch gleich die Nummer, weil ich dann gleich nachschauen kann, um welches Projekt es geht. Schauen Sie sich die Projekte an, die da drin sind. Da gebe ich meinen Vorrednern Recht: Das sind alles Projekte, bei denen es um die Idee geht, Fehler nicht zu wiederholen, Probleme gemeinsam anzugehen und andere Länder, die zum Teil gar nicht in diesem Mass für die Probleme verantwortlich sind, dabei zu unterstützen, Probleme gemeinsam anzugehen. Es geht um diese Hebelwirkung: Wenn einmal eine internationale Agentur wie dieser Fonds ein Projekt unterstützt hat, ist es für private Investoren viel einfacher, es auch noch zu unterstützen.

Ich nehme deshalb gerne Fragen zu einzelnen Projekten entgegen, aber bitte nennen Sie die Projektnummer, dann können wir auch nachschauen, worum es wirklich geht; sonst, denke ich, haben Sie Ihre Aufgaben nicht richtig gemacht.

**Müri Felix (V, LU):** Ja, doch, ich habe das gemacht. Ich habe hier die Projekte mit Nummern, wo Sie die Länder sehen: Ägypten, Serbien, Saudi-Arabien, Mazedonien, Brasilien usw. Ich habe mir erlaubt, zwanzig davon herauszunehmen statt eines, wie Sie sagen. *(Zwischenruf Girod: Können Sie mir eine Kopie geben?)* Ja, Sie kriegen eine Kopie. Vorne stehen immer das Projekt und die Nummer dazu. Ist das gut, wenn ich Ihnen das gebe?

**Girod Bastien (G, ZH):** Sie können mir das gerne geben, wir schauen es dann im Detail an. Es gibt eine ausführliche Beschreibung. Ich finde es positiv, dass es so ausführlich beschrieben ist. Das sorgt für Transparenz. Dies kann natürlich auch dazu führen, dass gewisse Journalisten diese ausführliche Beschreibung dazu verwenden, einzelne Punkte herauszupicken und das Ganze zu kritisieren. Man kann auch kritisieren, dass nicht alle Projekte als perfekt bewertet werden. Ich sage nicht, dass alles perfekt ist, aber schütten Sie das Kind nicht



mit dem Bade aus! Ich halte es ehrlich gesagt für ein gutes Zeichen, wenn ein Fonds sagt, dass seine Projekte zu einem guten Teil noch nicht gut sind und es Verbesserungen braucht. Natürlich braucht es Verbesserungen. Aber schütten Sie das Kind nicht mit dem Bade aus. Es sind wichtige Anliegen. Es geht darum, internationale Probleme gemeinsam anzugehen.

**Friedl** Claudia (S, SG): Geschätzter Herr Girod, Sie haben Bereiche aufgezählt, die in der Botschaft aufgezählt sind, wie Ozon, Chemie, Wüstenbildung, internationale Gewässer. Können Sie mir sagen, ob irgendein Land in diesen Bereichen Probleme, die es wegen der Umweltbelastungen gibt,

AB 2019 N 571 / BO 2019 N 571

alleine lösen kann? Oder braucht es dazu eben ein multilaterales Vorgehen?

**Girod** Bastien (G, ZH): Danke für diese Frage. Es ist ja interessant, dass vonseiten der SVP die Kritik beim Klimaschutz oft ist, man könne das nicht allein machen. Tatsächlich haben wir hier internationale Probleme, und wir haben einen internationalen Ansatz, um diese zu lösen. Diese Probleme kann man nur gemeinsam lösen. Deshalb ist es wichtig, dass wir hier weitermachen und dass wir durchaus auch konstruktive Kritik zulassen und sehen, wo man Verbesserungen anbringen kann. Es muss aber sicher mit diesem Rahmenkredit und der Unterstützung solcher Projekte weitergehen.

**Matter** Thomas (V, ZH): Herr Kollege Girod, können Sie mir erklären, was dieser Oberfonds GEF mit diesen Abzockergebühren von 8 Prozent macht? Das ist mehr als beim CEO der CS.

**Girod** Bastien (G, ZH): Sehen Sie, Ihr Vorschlag, dass die Schweiz das direkt machen soll, wäre noch spannend. Wir könnten Ihnen mal den Auftrag geben. Es ist sehr aufwendig sicherzustellen – und das ist, glaube ich, ein Anliegen, das Sie alle haben –, dass diese Gelder wirklich gut verwendet werden. Es gibt Untersuchungen, die gemacht werden müssen. Gemäss Zewo dürfen es höchstens 25 Prozent administrative Kosten sein. Hier sind es 8 Prozent. Natürlich sollte man versuchen, diese Kosten zu reduzieren. Es müssen aber bei diesen Projekten natürlich Untersuchungen gemacht werden, um sicherzustellen, dass das Geld dort ankommt. Diese Untersuchungen sind wichtig, weil die Projekte in Ländern realisiert werden, wo schon auch die Gefahr besteht, dass gewisse Gelder vielleicht falsch verwendet werden. Es braucht eine Kontrolle über die Verwendung dieser Mittel. Diese Kontrolle kostet halt auch einen gewissen Betrag.

**Amstutz** Adrian (V, BE): Herr Kollege, Sie loben jetzt die gute Verteilung und Kontrolle dieser Gelder. Aber die Auslegeordnung und die Prüfung genau dieses Punktes zeigen ja, dass zwei Drittel eben nicht sauber gemacht werden. Wofür zahlen Sie dann noch 8 Prozent?

**Girod** Bastien (G, ZH): Es gibt wahrscheinlich andere Fonds, die einfach sagen, dass alle Projekte gut seien, ohne diese zu prüfen. Ich weiss nicht, ob Sie einen solchen Fonds bevorzugen würden.

**Aeschi** Thomas (V, ZG): Gehören nicht Sie zu jener Partei, welche – zusammen mit der SP – immer wieder den Verwaltungsaufwand bei Krankenkassen und anderen privatrechtlich organisierten Firmen kritisiert?

**Girod** Bastien (G, ZH): Wenn die Krankenkassen dann insgesamt nur noch 8 Prozent für den Verwaltungsaufwand brauchen und alles andere in die Heilung fliesst, ist es schon mal gut.

**La presidente** (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Il gruppo popolare democratico e il gruppo verde liberale sostengono la proposta della maggioranza.

**Sommaruga** Simonetta, Bundesrätin: Der Rahmenkredit für die Globale Umwelt ist ein wiederkehrendes Geschäft, das einige von Ihnen, die jetzt schon länger im Parlament sind, auch schon kennen. Herr Nationalrat Mürli kennt das Geschäft ja auch schon seit einigen Jahren. Dieses Mal geht es um den Beitrag für die Jahre 2019 bis 2022.

Das internationale Engagement der Schweiz für den Schutz und die nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen ist ein Auftrag, den uns die Verfassung gibt. Unsere Bundesverfassung verlangt, dass die Schweiz sich hier international engagiert. Die Schweiz setzt sich für ein wirksames internationales Umweltsystem ein wie auch für die Verstärkung der Umweltanliegen in anderen Bereichen der internationalen Zusammenarbeit. Es ist natürlich auch in unserem ureigenen Interesse, dass weltweit die Umweltanliegen stärker berücksichtigt werden. Am deutlichsten sieht man das beim Klimawandel, von dem die Schweiz ja überdurchschnittlich stark betroffen ist. Wir wissen, wir haben in der Schweiz einen Temperaturanstieg, der doppelt so hoch ist wie im



weltweiten Durchschnitt. Das zeigt, dass wir hier eigentlich ganz besonders daran interessiert sind, dass global Klima und Umwelt stärker berücksichtigt werden.

Der Rahmenkredit für die Laufzeit 2019–2022 beträgt 147,83 Millionen Franken. Der grösste Teil der Mittel geht in die siebte Wiederauffüllung des Globalen Umweltfonds; dafür sind 118,34 Millionen Franken vorgesehen. Dieser Globale Umweltfonds ist der wichtigste Finanzierungsmechanismus für die Umsetzung von Konventionen und Protokollen. Die Mittel gehen in alle Umweltbereiche, also Klima, Biodiversität, Wüstenbildung, internationale Gewässer, Chemikalien, Abfall und Wald. Dieser Rahmenkredit ist gleich hoch wie der vorhergehende, also derjenige, den Sie 2015 für die Jahre 2015 bis 2018 gesprochen hatten. Wir setzen also unsere bisherige Politik fort.

Der Beitrag an den GEF ist leicht gesenkt worden, damit wir den prozentualen Lastenanteil der Schweiz an der gesamten Wiederauffüllung gleichhalten könnten. Dafür sollen aber der Ozonfonds und die spezialisierten Klimafonds ein wenig mehr erhalten. So kann die Schweiz sicherstellen, dass ihre Beiträge an die internationale Klimafinanzierung nicht zurückgehen und sie ihre internationalen Verpflichtungen im Umweltbereich einhält.

Alle diese Beiträge – ich glaube, das ist auch noch eine wichtige Information für Sie – gelten als öffentliche Entwicklungshilfe, sind anrechenbar an die "aide publique au développement", also APD-relevant gemäss der OECD. Die Beiträge machen rund 1 Prozent der gesamten öffentlichen Entwicklungshilfe der Schweiz aus. Sie haben richtig gehört: 2017 waren es 1,2 Prozent im Rahmen der gesamten öffentlichen Entwicklungshilfe der Schweiz. Sie wissen, dass die klassische Entwicklungszusammenarbeit vor allem die Armutsbekämpfung im Vordergrund hat; dagegen verfolgt der GEF primär globale umweltpolitische Ziele. Er unterstützt vor allem – vor allem, aber nicht nur – Entwicklungsländer in ihren Bestrebungen zur Umsetzung der Umweltabkommen. Sie wissen, dass der Umweltschutz die Grundlage für eine wirtschaftliche Entwicklung ist. Wenn in einem Land die Böden verseucht sind, wenn das Wasser vergiftet ist, wenn die Luft die Menschen, schon die Kinder, krank macht, dann gibt es dort gar keine wirtschaftlichen Entwicklungsmöglichkeiten. Man kann nichts aufbauen.

Wir haben in den letzten Jahren auch häufig zusammen darüber gesprochen, was die Ursachen der Migration sind. Eine Ursache von Migration ist, dass die Menschen in ihrem Land keine Perspektive haben. Aber eine Perspektive für eine wirtschaftliche Entwicklung – und das ist die Grundlage – kann man nicht entwickeln, wenn die Böden verseucht sind, wenn das Trinkwasser nicht vorhanden ist, wenn die Luft die Menschen krank macht. Deshalb stehen der Kampf für den Umweltschutz, jener gegen die Armut und letztlich auch der gegen die Ursachen erzwungener Migration in einem direkten Zusammenhang. Ich denke, es ist wichtig, dass wir das sehen.

Die Industrieländer haben sich verpflichtet, vor allem jene Länder, die von diesen Umweltproblemen am stärksten belastet sind, auch bei der Entwicklung im Umweltbereich zu unterstützen; das ist ja das Prinzip vieler multilateraler Umweltübereinkommen. Übrigens ist die fortschreitende Wüstenbildung, wie ich sie selber in verschiedenen afrikanischen Staaten gesehen habe, häufig Ursache von Konflikten. Wenn die Menschen keine Lebensgrundlage mehr haben, weil die Steppen verwüstet sind, bewegen sie sich fort und kommen in Regionen, in denen andere Menschen auch eine Lebensgrundlage brauchen – und dann entstehen Konflikte. Oder wenn die Meere so verseucht sind – man kennt es aus verschiedenen westafrikanischen Staaten –, dass die Fischer keine Lebensgrundlage mehr haben, verlassen diese ihr Land, und dann haben wir die Folgen der Migration. Da tun wir gut daran, die Ursachen anzugehen. Und dazu

AB 2019 N 572 / BO 2019 N 572

gehört eben auch das Anpacken von Umweltproblemen, was das eigentliche Ziel dieser GEF-Projekte ist.

Es wurde jetzt heute Morgen einiges über die Wirksamkeit dieser GEF-Projekte gesagt. Ich kann Ihnen so viel sagen: Diese werden laufend von einer unabhängigen Stelle geprüft. Das kostet etwas, Sie wissen es. Wenn man Projekte prüfen will, genügt es nicht, einfach hinzugehen, zu schauen und zu sagen: "Okay, es ist etwa gut", sondern eine solche Prüfung ist aufwendig. Jetzt müssen Sie sich entscheiden, ob Sie eine unabhängige Prüfung wollen. Dann kostet das etwas, und dann müssen Sie nicht die Beträge, die dafür aufgewendet werden, wieder kritisieren.

Sie können nicht beides haben. Wenn Sie eine gute, unabhängige Prüfung wollen, die dann auch Resultate zutage bringt, die zum Teil erfreulich sind und zum Teil nicht erfreulich sind, müssen Sie das Geld dafür sprechen. Wenn Sie das Geld nicht geben wollen, haben Sie keine Prüfung. Ich würde sagen, dass der GEF da gute Fortschritte macht. Man ist nie perfekt. Aber ich glaube wirklich, dass man da Fortschritte gemacht hat.

Wenn Sie die ganz konkreten Resultate anschauen, dann würde ich sagen, dass es eindrucksvolle Resultate gibt. Ich würde nie behaupten, es sei jetzt alles perfekt gelaufen. Es sind aber immerhin 3300 Naturschutzgebiete. Das kann die Schweiz nicht selber machen. 2,7 Milliarden Tonnen CO<sub>2</sub> weniger – da kann die Schweiz nicht hingehen und sagen, dass wir jetzt eine CO<sub>2</sub>-Reduktion in den verschiedenen Ländern machen.



Ich habe mir letzte Woche selber das Abfallproblem in Kenia vor Augen führen lassen. Wenn die Abfallentsorgung in einer 4-Millionen-Stadt nicht funktioniert, dann sind die Menschen, die Kinder krank. Die Abfallentsorgung muss man organisieren. Bei giftigen Abfällen ist nachher das Trinkwasser verseucht. Ich glaube, es sind die ganz konkreten Fragen, die sich hier stellen. Wenn mit diesen GEF-Programmen 200 000 Tonnen gefährliche Chemikalien unschädlich gemacht werden konnten, dann sind das ganz konkrete Resultate. Ich bitte Sie also, das bei Ihren Abwägungen auch zu berücksichtigen.

Noch eine letzte Bemerkung: Der GEF mobilisiert zusätzliche Investitionen, Drittmittel auch von privaten Investoren; es wurde vorhin gesagt. Private Investoren finden Sie nicht einfach so auf der Strasse. Da brauchen Sie eine Struktur, da müssen Sie dann auch wieder diese unabhängigen Kontrollen haben, damit ein privater Investor sagt: "Okay, da gebe ich auch Geld." Das Verhältnis von 1 zu 6 für zusätzliche Investitionen, würde ich sagen, ist ein ziemlich gutes Verhältnis. In diesem Sinne kann man sagen: Zusätzlich zu den 17,8 Milliarden US-Dollar, die seit 1991 an eigenen Mitteln ausgegeben worden sind, konnten 93 Milliarden US-Dollar an Kofinanzierungen mobilisiert werden. Ich würde sagen, dass das Verhältnis eigentlich ziemlich eindrücklich ist. Ich bitte Sie, die siebte Wiederauffüllung des GEF zu unterstützen. Ich habe Ihnen gesagt, dass die Beträge im GEF etwas tiefer sind. Gleichzeitig hat man noch ambitioniertere Ziele gesetzt und will doppelt so hohe CO<sub>2</sub>-Emissionsreduktionen wie in der Vorperiode erzielen. Man steigert auch die Anforderungen und Erwartungen an den GEF. In den Bereichen Biodiversität und Bekämpfung von Wüstenbildung hat man Resultate anvisiert, die um einen Drittel höher als bisher liegen, wenn Sie das in Hektaren messen. Ich glaube, man hat auch erkannt, dass man noch besser werden kann. Das zeigen auch diese ambitionierten Ziele.

In diesem Sinne bitte ich Sie, den Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission zu unterstützen.

**Frei Daniel (S, ZH):** Frau Bundesrätin, könnten Sie die Auswirkungen skizzieren, die sich für die Schweiz ergeben würden, wenn wir diesen Rahmenkredit heute nun ablehnen würden?

**Sommaruga Simonetta, Bundesrätin:** Die Auswirkungen für die Schweiz? Ich habe vorhin versucht, sie aufzuzeigen. Zum Beispiel – jetzt nur im Bereich des Klimawandels – ist die Schweiz im Vergleich zum globalen Temperaturanstieg mit einem doppelt so hohen Temperaturanstieg konfrontiert, also auch stärker betroffen. Das heisst, wir haben ein Interesse an dieser internationalen Zusammenarbeit. Ich habe vorhin die Migrationsthematik angesprochen. Wenn wir so auch die Ursachen der Migration anpacken können, dann haben wir eine direkte Auswirkung. Was ich nicht tun kann, ist, in Zahlen zu sagen, wenn wir so und so viel Geld investieren, dann spart die Schweiz so viel. Es wurde übrigens vorhin auch moniert, dass man den unmittelbaren Gewinn für die Schweizer Unternehmen nicht benennen kann. Das steht auch nicht im Vordergrund dieses Fonds, das muss ich Ihnen sagen. Das ist jetzt nicht ein Fonds, bei dem man sagt: Wir holen da Aufträge für unsere Unternehmen rein – ja, ich schaue Sie an, Herr Mürli, weil Sie das vorhin erwähnt haben. Für diese Art der Wirtschaftsförderung haben wir zum Beispiel die Schweizerische Exportrisikoversicherung; da haben wir andere Instrumente, um Aufträge hereinzuholen. Das ist wirklich ein Fonds, denke ich, der vor allem dort wirken soll, wo auch die Probleme am grössten sind.

**Thorens Goumaz Adèle (G, VD), pour la commission:** Les critiques qui ont été présentées aujourd'hui par Monsieur Mürli ont été discutées en commission en détail. Certains membres de la commission, qui soutiennent aujourd'hui cet objet, ont également posé de nombreuses questions critiques sur le fonctionnement de cette organisation, sur l'efficacité des projets mis en oeuvre, sur l'équité des contributions des uns et des autres à ce fonds. Pourquoi les membres de la commission, qui ont également posé des questions critiques sur les sujets abordés par Monsieur Mürli, décident-ils aujourd'hui de suivre la majorité de la commission et d'accorder ce crédit-cadre? Tout simplement parce que refuser ce crédit et sortir de cette organisation internationale ne contribuerait en rien à améliorer l'efficacité de son fonctionnement et de ses projets. C'est justement en accompagnant l'évolution de cette organisation de l'intérieur – et la Suisse peut le faire d'une manière particulièrement efficace, puisqu'elle est membre du conseil exécutif de l'organisation – et en participant à de telles organisations, qui sont actives sur plusieurs décennies – pour rappel depuis le début des années 1990 –, qu'on peut améliorer leur action, améliorer les processus internes.

La majorité de la commission considère qu'il n'est pas pertinent d'évaluer un projet ou l'autre de manière individuelle. Le fonds soutient des milliers de projets dans un très grand nombre de pays dans le monde, dont des pays où les conditions sur le terrain sont extrêmement difficiles.

La majorité de la commission base son adhésion à ce crédit-cadre sur une évaluation globale des impacts concrets résultant des projets du fonds, et ces impacts concrets existent, ils sont là, en termes de protection de zones naturelles, de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> et de gestion de déchets dangereux. Ce sont ces impacts concrets qui doivent être pris en considération, et non tel ou tel projet parmi des milliers de projets qui



peuvent, bien entendu, nous paraître plus ou moins pertinents, plus ou moins efficaces.

Rappelons qu'il s'agit d'un mandat constitutionnel mis en oeuvre par l'engagement de la Suisse dans une telle organisation et par les contributions de la Suisse à un tel fonds. Il s'agit aussi d'un engagement qui est indispensable pour concrétiser les actions de la Suisse face aux grands enjeux environnementaux globaux qui posent des défis à notre pays et dont il paie cher les conséquences, notamment en raison du changement climatique.

C'est pour toutes ces raisons, et en ayant pris connaissance des critiques qui ont été émises sur le fonctionnement du fonds ou sur l'un ou l'autre projet soutenu par le fonds, que la commission est entrée en matière et a accepté, par 17 voix contre 8, le crédit-cadre lors du vote sur l'ensemble. La majorité de la commission vous recommande d'en faire de même aujourd'hui.

**Müller-Altermatt** Stefan (C, SO), für die Kommission: Die Kommission hat wirklich Verständnis für die Kritik daran, dass es in diesem Fonds eine Tendenz gibt, dass mehr Papier produziert und weniger Konkretes bewirkt wird. Die Kommission

AB 2019 N 573 / BO 2019 N 573

hat Verständnis für die Kritik an den Ineffizienzen, die gewisse Projekte aufweisen. Im Namen der Kommission bitte ich Sie aber noch einmal, doch vor allem die guten Projekte zu sehen. Die Mehrheit der Projekte bewirkt etwas. Ich bitte Sie auch noch einmal zu sehen, dass die Gelder, die wir hier sprechen, nicht die einzigen Gelder sind, die etwas auslösen, sondern dass es eine Kofinanzierung im Verhältnis von 1 zu 6 gibt. Es werden also noch ganz viele andere Gelder ausgelöst. Dies gilt es zu bedenken, wenn man die Zahlen nennt.

Als Denkanstoss an diejenigen, die in ihren Voten warnten, es würden in diesen Projekten Steuergelder verschleudert: Bitte beachten Sie, dass es auch einen volkswirtschaftlichen Gewinn für die Schweiz gibt, selbst wenn er indirekt anfällt. Die Bewältigung von Klimaschäden, auch in der Schweiz, kostet etwas. Die Bewältigung von Umweltschäden irgendwo auf der Welt kostet auch etwas, und – da sind Sie ja wirklich sensibilisiert – die Bewältigung von Migrationsbewegungen kostet ebenfalls. Es ist nicht nur politische Instabilität bis hin zum Krieg, es ist nicht nur wirtschaftliche Schwäche, welche die Menschen zur Migration bewegt, es ist auch – und vor dem Hintergrund von Klimawandel und Desertifikation in zunehmendem Masse – die Umwelt. Diese vermiedenen Kosten sind ein volkswirtschaftlicher Gewinn, den wir nur als Staatengemeinschaft realisieren können.

Deshalb ist die Kommission bei aller Kritik am GEF der Meinung, man solle an diesem Fonds arbeiten, anstatt ihn abzuwürgen. Die Kommission ist mit 18 zu 7 Stimmen auf das Geschäft eingetreten und beantragt Zustimmung.

**La presidente** (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Faccio gli auguri di compleanno a quattro dei nostri colleghi che compieranno gli anni domani e domenica: il signor Matter, il signor Nordmann, il signor Vogler e il signor Knecht. Auguri! (*Acclamazioni*)

Votiamo ora sulla proposta di non entrata in materia della minoranza della commissione dell'ambiente, della pianificazione del territorio e dell'energia.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 18.074/18593)

Für Eintreten ... 130 Stimmen

Dagegen ... 64 Stimmen

(0 Enthaltungen)

## **Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit für die Globale Umwelt 2019–2022**

**Arrêté fédéral concernant un crédit-cadre pour la protection de l'environnement mondial pour la période 2019–2022**

*Detailberatung – Discussion par article*

### **Titel und Ingress, Art. 1–3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



**Titre et préambule, art. 1–3**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Art. 1*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 18.074/18594)

Für Annahme der Ausgabe ... 131 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 18.074/18595)

Für Annahme des Entwurfes ... 130 Stimmen

Dagegen ... 65 Stimmen

(0 Enthaltungen)